

Le mauvais génie de l'Europe

En fermant les frontières de son pays, le premier ministre hongrois, Viktor Orban, est devenu le chef de file de la résistance à l'accueil des réfugiés

JEAN-BAPTISTE CHASTAND
ET JOËLLE STOLZ (À VIENNE)

Quand il était jeune, il voulait abattre les murs entre l'Est et l'Ouest. Aujourd'hui, Viktor Orban mise sur la stratégie inverse entre Nord et Sud. Vouloir répartir les demandeurs d'asile dans l'Union européenne, dit-il, est « une invitation » à venir en Europe. « Ce qu'il se passe maintenant est une invasion, nous sommes envahis », a-t-il dénoncé devant le Parlement hongrois, lundi 21 septembre. En assurant que la priorité est de fermer la porte. « Quand nous protégeons les frontières de la Hongrie, nous protégeons les frontières de l'Europe. »

Tant pis si, partout, emboitant le pas au premier ministre hongrois, les policiers font leur retour aux frontières européennes. Tant pis si la frontière avec la Serbie reste fermée plusieurs jours et que la clôture s'étend vers la Croatie, voire la Roumanie. Tant pis si ses voisins le détestent ou si l'image de son pays est en lambeaux : au sommet européen sur les réfugiés, mercredi 23 septembre, à Bruxelles, le champion du nationalisme hongrois peut savourer sa victoire. La veille, il a entraîné dans son sillage la République tchèque, la Slovaquie, la Roumanie qui ont voté contre l'accord conclu entre les ministres de l'intérieur de l'Union sur la répartition de 120 000 réfugiés. Et ainsi confirmé son statut d'influent trublion, au centre de l'intérêt médiatique. Même la Finlande, qui s'est abstenue, songe à se barricader contre les migrants...

Avec sa carrure de footballeur et son visage buriné, Orban incarne l'homme fort, en apparence plein de bon sens – son rôle favori. Face à lui, une Europe trop molle, menacée de perdre son identité dans les vertiges du multiculturalisme. Celle que représente la chancelière allemande, Angela Merkel, surnommée « Mutti » (« maman »), coupable d'avoir ouvert les bras aux Syriens chassés par la guerre. Après avoir combattu depuis trois semaines cette posture

généreuse qu'il juge intenable, en ouvrant et fermant tour à tour les frontières de son pays, en autorisant l'armée à utiliser des armes non létales contre les migrants, Viktor Orban a galvanisé la résistance aux quotas de réfugiés du groupe de Visegrad (Pologne, République tchèque, Slovaquie et Hongrie) que propose la Commission européenne. Le chaos, l'incertitude, le conflit : voilà l'atmosphère où il s'épanouit et se surpasse.

Si demain la Hongrie devait voter, il remporterait les élections haut la main. Car cette crise des migrants, souligne l'analyste Peter Kreko, directeur de l'institut Political Capital à Budapest, a été pour Viktor Orban une aubaine, cinq ans après son retour aux affaires, en 2010 : « Il était le premier à clamer que les réfugiés étaient un danger, et veut amener tout le monde à reconnaître qu'il avait raison. Il se croit vraiment à la tête d'une croisade pour sauver l'Europe chrétienne. »

Quel contraste avec la situation qui prévalait fin 2014, lorsque le parti au pouvoir, le Fidesz, voyait fondre son crédit auprès de la population. Un projet de taxe sur les communications par Internet avait jeté dans la rue des dizaines de milliers de manifestants, au moment où les Etats-Unis interdisaient l'entrée de leur territoire à une demi-douzaine de proches du premier ministre – dont son plus fidèle conseiller, le très discret Arpad Habony et la directrice du fisc, Ildiko Vida – soupçonnés de corruption.

Viktor Orban semble alors sur la défensive. A l'occasion d'une élection partielle, en février, il perd même sa majorité des deux tiers à l'Assemblée. Ses électeurs, si l'on en croit les sondages, se tournent maintenant vers le Jobbik (20,5 % des voix aux législatives d'avril 2014), un parti d'extrême droite dont la rhétorique est encore plus radicale que la sienne. Les stratèges du Fidesz cherchent désespérément une

idée, un thème, un axe porteur. L'opposition de gauche relève la tête, tandis que, dans les milieux conservateurs, circulent des rumeurs inquiétantes sur l'état mental de « Viktor » : il serait atteint de paranoïa, inaccessible même pour ses ministres, coupé de la réalité.

QUESTIONNAIRE XÉNOPHOB

C'est la tuerie de *Charlie Hebdo*, le 7 janvier, qui lui offre l'occasion de rebondir. Il se rend au rassemblement parisien du 11 janvier, moins pour vanter la liberté d'expression attaquée par le fondamentalisme religieux que pour établir un lien, à l'usage des médias hongrois, entre terrorisme et immigration. A l'époque, personne en Europe ne prête vraiment l'oreille à ce discours qu'il va étoffer au fil des mois, décliné sous la forme d'un « questionnaire » xénophobe envoyé à tous les foyers, puis d'une campagne d'affiches s'adressant aux migrants en magyar, sur un ton commi-

natoire. « Une migration de masse se produit aujourd'hui dans le monde, et elle pourrait changer la face de la civilisation européenne, déclare le premier ministre hongrois, début juin, à Budapest. Si cela se produit, ce sera irréversible. On ne reviendra pas en arrière, ni vers une Europe chrétienne ni vers le monde des cultures nationales. Si nous faisons une erreur aujourd'hui, ce sera pour toujours. »

Le temps est loin où cet enfant de la paysan-

nerie calviniste, qui avait défié Moscou lors d'un courageux discours sur la place des Héros de Budapest, en juin 1989 – il avait tout juste 26 ans –, se passionnait pour la philosophie libérale. Au lendemain de la chute du communisme, Viktor Orban part étudier à Oxford, puis, en 1995, rejoint les chrétiens-démocrates. Il occupe le poste de premier ministre de 1998 à 2002, mais ses accents de plus en plus nationalistes suscitent une inquiétude croissante au sein de sa famille politique, le Parti populaire européen (PPE, démocrate-chrétien).

Lorsqu'il installe au Parlement de Budapest la Couronne de saint Etienne, premier roi chrétien du pays, symbole de la Hongrie millénaire, la presse de gauche ironise, mais Orban maintient le cap. Il sait à quel point la blessure du traité de Trianon, signé le 4 juin 1920, par lequel la Hongrie a perdu les deux tiers de son territoire, reste béante dans la mémoire collective, tout comme est vif l'antagonisme avec l'Autriche. A l'époque la Roumanie et le royaume de Yougoslavie sont les principaux bénéficiaires de ce partage. « Orban exploite le côté "nous sommes des victimes, personne ne nous comprend". On entend ça même à gauche ! », regrette l'Autrichien Erhard Busek, pilier du parti chrétien-démocrate ÖVP, sidéré que le premier ministre ait refusé voilà quelques mois de discuter avec lui de l'« espace da-

nubien » – une vaste région largement sous domination hongroise jusqu'en 1920 – sous prétexte qu'il n'aurait à lui dire que des « vérités désagréables ».

A cette époque, où Orban multipliait ses imprécations contre « le multiculturalisme suicidaire », ses pairs au sein de l'UE étaient surtout obnubilés par la dette grecque. A-t-il alors laissé sciemment pourrir la situation ? Dès l'été 2014, rappelle une source diplomatique, des signaux ont été envoyés par les services de renseignement européens, qui annonçaient un afflux de réfugiés par la route des Balkans. Budapest n'a pas bougé. Les capacités d'accueil n'ont pas été augmentées jusqu'au printemps suivant, le gouvernement refusant des offres d'aide du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Il a différé ensuite l'ouverture d'un autre centre, alors que les caméras du monde entier filmaient le désespoir des migrants butant sur l'intransigeance hongroise.

« DU CHARBON DANS CE MAUVAIS FEU »

Les autorités ont ainsi réussi à se tenir sur une ligne de crête: toute l'Europe a pu constater l'ampleur de la catastrophe, sans que les Hongrois, plutôt sceptiques par ailleurs quant à l'efficacité d'une clôture, ne soient en contact avec les migrants. La glissade du Fidesz a été stoppée, le Jobbik s'est stabilisé. Loin derrière eux, l'opposition de gauche est à la peine, bien qu'elle fonde des espoirs sur les centaines de bénévoles qui ont aidé les réfugiés – dont l'épouse de Viktor Orban, la juriste Aniko Levai, mère de ses cinq enfants. La gauche ne dispose même pas des 25 % de sièges requis au Parlement pour saisir la Cour constitutionnelle et contester les lois antimigrants adoptées ces dernières semaines par le Fidesz, avec le soutien du Jobbik.

« *L'action du gouvernement est peut-être populaire, mais c'est du court terme*, déplore Viktor Szigetvari, président du petit parti d'opposition Együtt. *Nous sommes en train de gaspiller l'avenir du pays, qui ne pourra plus financer ses retraites* », faute de s'ouvrir à de nouveaux arrivants. L'angoisse démographique n'est pas réservée à la Hongrie, mais elle y prend des accents tragiques. Avec 1,3 enfant par femme, la population hongroise est condamnée à diminuer inexorablement. A cela

s'ajoute l'exode des jeunes les plus qualifiés, environ un demi-million, qui tentent leur chance en Grande-Bretagne ou en Allemagne. Ainsi que l'anxiété face à une immigration extra-européenne dont les Hongrois n'ont presque aucune expérience.

Unis au-delà des « frontières de Trianon » par une langue singulière, apparentée au finnois, les Hongrois sont aussi isolés par elle, comme une île émergeant d'une mer slave, germanique et latine. Peu d'entre eux parlent anglais. Par contraste, les réfugiés syriens, éduqués et souvent assez bons anglophones, ne sont pas les miséreux en haillons qu'on imaginait dans la province hongroise. L'évêque de Szeged, près de la Serbie, les trouve même « arrogants ».

L'humilité est en revanche de rigueur pour les 260 000 « travailleurs communaux », payés en dessous du salaire minimum. La loi autorise maintenant les maires à les « prêter » à des entreprises publiques: des centaines de Roms du nord-est du pays ont ainsi aidé à construire, cet été, la clôture antimigrants à la frontière serbe. Une légère infraction suffit pour être exclu pendant trois ans du programme, unique ressource des plus pauvres. Un système quasi féodal, fleuron d'une « so-

ciété basée sur le travail, qui assume de ne pas être libérale », comme l'expliquait Orban dans un discours très remarqué, en 2014, où il vantait les exemples de Singapour, de la Turquie, de la Russie et de la Chine.

Face à un tel personnage, rodé aux escarmouches avec la Commission et le Parlement européen, les eurodéputés du PPE sont comme paralysés. « *Si on rejette la Hongrie dans les ténèbres extérieures, c'est l'un des dirigeants de cette formation, Orban n'aura plus 60 %, mais 100 % du peuple hongrois avec lui. Il est parti sous les huées lorsque, au printemps, il a défendu devant notre groupe le droit à "discuter" de la peine de mort. Il est complètement isolé. On voit reculer l'esprit européen, et il met du charbon dans ce mauvais feu.* »

Fort de ses douze députés dans le groupe PPE, dont la majorité tient à vingt sièges, le dirigeant hongrois connaît l'art de s'arrêter juste à temps: il s'est bien gardé de déposer un projet de loi pour rétablir chez lui la peine capitale. Mais à force de franchir des lignes jaunes, sa route ne le ramènera pas au bercail chrétien-démocrate. « *S'il persiste, le problème de son appartenance [au PPE] se posera* », assure le Français Alain Lamassoure, député européen. Depuis Budapest, Viktor Orban n'a pas fini d'attiser les « mauvais feux ». ■

**« ORBAN SE CROIT
VRAIMENT À LA TÊTE
D'UNE CROISADE
POUR SAUVER
L'EUROPE
CHRÉTIENNE »**

PETER KREKO
directeur de l'institut
Political Capital